

## Les Accords de libre-échange

Il y a déjà plus de 3000 traités d'investissements bilatéraux en vigueur dans le monde. Mais on a vu apparaître depuis quelques années des accords de libre échange de nouvelle génération. Ils se caractérisent par le fait qu'ils concernent tous les aspects de la vie économique. L'UE en négocie plusieurs dans la plus grande opacité : TAFTA, CETA, TISA, Accord UE Japon, UE Singapour , etc...

Aujourd'hui le CETA est sur le devant de la scène car il est entré en vigueur de façon transitoire et anticipée, puisqu'il n'a pas encore été ratifié par chaque état membre. Passons en revue ces conséquences concrètes, qui nous informeront sur les autres ALE car ils ont tous le même objectif et la plupart des clauses se retrouvent dans tous les traités.

### Concrètement, quelles seront les conséquences des accords de libre échange tels que le CETA?

#### 1) Une menace pour la démocratie

Par 2 mécanismes :

**Tout d'abord l'instauration de tribunaux privés, placés au-dessus des juridictions nationales et même européennes.**

Les multinationales peuvent attaquer les états qui promulguent des lois contraires à leurs intérêts. Par exemple, en interdisant une substance dangereuse pour l'homme ou l'environnement qu'elles produisent ou qui est essentielle à l'un de leurs produits. Le CETA instaure une cour permanente d'arbitrage, ( article 8.18 à 8.45 ) mais celle-ci ne corrige aucun des défauts des tribunaux ad'hoc.

C'est ainsi qu'en vertu d'accords de libre-échange déjà en vigueur, l'Uruguay a été condamné à verser 22 millions de dommages et intérêts à Philip Morris pour avoir promulgué des lois visant à protéger ses citoyens du tabagisme, strictement conformes aux recommandations de l'OMS

L'intérêt des multinationales surplombe ainsi celui des peuples

Les montants des dommages et intérêts constituent de puissantes armes de dissuasion : la république tchèque a dû payer des dommages et intérêts à Estée Lauder sont le montant était équivalent au budget santé de l'état. A noter toutefois que, dans le cas du CETA, ce mécanisme ne sera applicable qu'en cas de ratification par tous les états.

**Le 2° mécanisme est , lui, d'ores et déjà en vigueur : c'est le forum de coopération réglementaire.** Aucune nouvelle réglementation ne peut être prise par l'une des parties sans consultation préalable de tous les acteurs intéressés. En d'autres termes, les multinationales pourront influencer ou bloquer des lois.

## **2) Une menace pour l'emploi**

Les multinationales pourront vendre les mêmes produits de part et d'autre de l'Océan : elles feront des **économies d'échelle**, c'est-à-dire des licenciements.

**En même temps, les PME**, qui proposent aujourd'hui 75 à 80% des emplois en Europe, se verront confrontées à une concurrence accrue de multinationales américaines sur le marché européen, leur principal débouché européen. Seules 2% des PME européennes exportent aux USA et pourraient potentiellement bénéficier de l'ouverture du marché USA. Combien d'emplois seront détruits ?

## **3) Une menace pour les services publics**

**La clause de « traitement national »** ( art 8.6 ) contenue dans ces accords impose aux états, lorsque des entreprises canadiennes ou américaines voudraient pratiquer en Europe une activité aujourd'hui assumée par un service public, de leur verser autant d'argent qu'au service public considéré.

Les services publics exclus de ces accords sont les seuls services publics régaliens : armée, police justice.

Que deviendront nos universités lorsque l'état devra subventionner les filiales françaises d'universités privées américaines ?

Que deviendra notre sécurité sociale face aux assauts des grandes assurances privées ?

Les états , fortement endettés, ne pourront pas protéger les services publics. Santé, éducation seront privatisés et l'égalité d'accès aux soins ou à l'éducation ne sera plus assurée.

## **4) Une menace pour la santé publique, l'environnement, la sécurité**

Privés de couverture sociale, les citoyens devront payer des médicaments beaucoup plus onéreux puisque le prix ne pourra plus être réglementé. En parallèle, les produits toxiques seront bien plus difficiles à interdire. Nous serons amenés à consommer du bœuf aux hormones, du poulet au chlore et des OGM.

Il sera impossible de fermer les centrales nucléaires, d'interdire l'exploitation du gaz de schistes, de restreindre les émissions de CO2. Lorsque l'Allemagne, après Fukushima, a voulu sortir du nucléaire, elle a été condamnée à verser 4.7 milliards d'euros à Vatenfall, un fabricant de centrales.

Que se passera t-il quand les grands fabricants d'armes à feu américains attaqueront, via leurs filiales canadiennes, les états qui réglementent la détention et le port d'armes à feu ?

## **5) Une menace pour notre agriculture**

Aujourd'hui nos agriculteurs sont encore protégés de la concurrence d'outre atlantique par les droits de douane. Malgré cela, il y a 2 suicides d'agriculteurs par jour en France. A quel taux de suicide arriverons-nous lorsque nous serons inondés de viande et de céréales américaines et canadiennes ?

Sans oublier la dépendance alimentaire consécutive à la mort de nos petits exploitants agricoles.

## **6) Une dérégulation financière et une inégalité devant l'impôt**

Les rescrits fiscaux ( accords passés entre multinationales et états –paradis fiscaux, qui permettent aux entreprises de payer entre 1 et 3 % d'impôts seulement ) seront reconnus. ( art 28.7-4 )

Loin de tenter de dompter cette finance devenue folle, les marchés financiers seront totalement dérégulés

**Il n'y aura aucune possibilité légale de revenir en arrière.**

**Les peuples seront soumis à la dictature du profit des multinationales, considéré comme la valeur suprême.**

## **L'exemple de l'ALENA**

Si vous pensez que j'exagère, considérons ce qui s'est passé avec l'ALENA, un accord de libre échange entre les USA, le Canada et le Mexique, en vigueur depuis 1994

**Pour le Mexique :** 3500 usines de montage que l'on appelle des *maquiladoras* (qui n'embauchent que des femmes) produisent à bas prix : textiles, chimie et agrochimie, électronique et automobiles, grâce au gouvernement mexicain qui ferme les yeux sur les dégâts environnementaux, les abus en matière de droit du travail ou des droits de l'Homme.

- Les **salaires sont 6 à 10 fois moins importants** au Mexique qu'aux Etats Unis et un tiers plus bas qu'en Corée ou en Taiwan –
- **2 millions de paysans ont perdu leur gagne pain** et ont cherché à émigrer.. Les Etats Unis ont inondé ce pays de leur maïs subventionné et issu de l'agriculture intensive engendrant une baisse des prix qui a déstabilisé l'économie rurale (*le Mexique qui était exportateur est devenu importateur*)
- Des services publics et un filet social qui n'ont pas cessé de se détériorer.
- Une dégradation constante de l'environnement.

**Pour les USA :** 700 000 emplois ont été perdus. Les salariés de l'industrie licenciés se sont tournés vers le secteur déjà saturé des services (hôtellerie, entretien, restauration, etc.), où la paie est moins élevée et les conditions plus précaires. Cet afflux de nouveaux travailleurs a

exercé une pression à la baisse sur les salaires ; les 2/3 des ouvriers licenciés pour raison économique ayant retrouvé un emploi ont dû accepter un emploi moins bien rémunéré avec une **baisse de salaire dépassant les 20 %** pour la moitié d'entre eux.

Cela explique en partie pourquoi le salaire médian stagne aux Etats-Unis depuis vingt ans, alors que la productivité des travailleurs augmente.

## **Les APE**

Ne pensez surtout pas que nos cousins d'Amérique sont les seuls prédateurs. L'Europe se comporte avec l'Afrique comme les USA se comportent avec l'Amérique Latine. Elle veut imposer des Accords de Partenariat Economique à l'Afrique.

Le cas de l'Afrique est particulier, car le continent comporte **34 pays PMA ou pays les moins avancés** selon l'ONU. Ces pays peuvent exporter sans droits de douane leur production, mais peuvent taxer les produits importés. Les droits de douane sur les produits importés peuvent représenter jusqu'à 25 % du budget de ces états. Le continent comporte aussi des pays qui entre dans le système de préférence généralisées, conçu pour les **pays en développement ou PED**, qui bénéficient pour leurs exportations de droits de douane inférieurs de 30% en moyenne.

Les APE que l'Europe veut imposer auraient pour effet de supprimer les droits de douane et donc de priver ces pays de ressources importantes alors qu'ils en ont tant besoin pour l'éducation ou la santé.

De surcroit, le continent serait inondé de produits européens non taxés. Il est probable que ces importations européennes augmenteraient, au détriment des produits du reste du monde qui resteraient taxés. Leur augmentation est de toute façon inéluctable du seul fait de l'augmentation de la population. Dans le domaine agricole en particulier, l'Europe se vante de ne pas subventionner l'exportation, mais c'est toute la production agricole qui est subventionnée et qui écraserait les productions locales. Rappelez-vous : le Mexique, qui avant l'Alena était exportateur de maïs est devenu importateur. On peut parier que les mêmes renversements se produiront en Afrique.

Enfin, l'Europe prétend allouer des aides à l'Afrique pour les APE, mais il ne s'agit que du recyclage d'aides déjà existantes du FED ou de la BEI.

Bref, on voit mal ce que l'Afrique pourrait gagner avec les APE, mais on voit très bien ce qu'elle va perdre.

### **Prenons le cas de l'Afrique de l'Ouest:**

#### **16 pays ACP, donc 12 PMA:**

**La disparition des droits de douane** doit se faire par étapes. Après des gains, faibles, les toutes premières années, les pertes ne cessent d'augmenter, jusqu'à atteindre **77.6 milliards d'euros** en 2050.

En regard, le 3 pays PED ne paieront plus de droits sur leurs exportations vers l'UE, mais ceux-ci auraient été de **188 millions d'euros**. Contre 77 milliards...

*A noter qu' en cas de signature du TAFTA, les USA bénéficieraient des mêmes avantages que les pays ACP alors que leurs exportations agricoles sont subventionnées*